

Seul le discours prononcé fait foi

**Sommet du Végétal
« En route vers un nouveau pacte de confiance
avec la société »**

**Jeudi 22 janvier 2009
Palais des Congrès de Strasbourg**

**Discours de Jean-Michel Lemétayer
Président de la FNSEA**

Monsieur le Ministre,
Monsieur le Président, cher Philippe,
Messieurs les Présidents,
Mes chers amis,

Je suis très heureux de participer à vos travaux. La dernière fois que j'ai eu l'honneur d'intervenir devant vous c'était à l'occasion de votre assemblée générale, le 10 juin 2008, à Troyes.

Depuis, que d'événements ! Que de chantiers ouverts !

[Les événements de ces derniers mois]

♦ Nous avons d'abord vécu une situation exceptionnelle de **volatilité des prix**.

Nous subissons les conséquences d'une économie ouverte à tous les vents, sans aucun garde-fou, sans protection face aux aléas des marchés.

Les prix de nos produits ont été, pour certains d'entre eux, divisés par deux ; tandis que le prix des intrants flambait en suivant la courbe folle du pétrole.

En conséquence, le revenu moyen pour le secteur des grandes cultures a été bien inférieur, en 2008, qu'en 2007.

Je voudrais à ce propos remercier Philippe Pinta, qui représente la FNSEA à la Commission des comptes de l'agriculture, et qui a fortement insisté sur la réalité de cette situation.

Situation suffisamment grave pour que le ministre de l'Agriculture réponde favorablement à ma demande d'organisation d'une **conférence sur le revenu**.

Cette conférence nous a permis d'obtenir une aide de 204 millions d'euros pour notre secteur. Dans cette enveloppe, une mesure vous concernait tout particulièrement : le remboursement de la TIPP pour l'année 2008.

Cette réalité économique pose avec acuité la question de l'interdépendance entre les secteurs de productions agricoles, qui montre qu'il est indispensable **d'organiser nos filières** mais aussi de nous unir face à la Grande distribution. N'oublions pas que la Grande distribution commercialise 80% de la consommation alimentaire nationale.

Une Grande distribution qui sait toujours répercuter les hausses sur le consommateur mais jamais les baisses.

♦ Nous avons aussi subi les conséquences de la **rigueur financière et budgétaire**. Je ne citerai qu'un seul exemple, celui des **biocarburants**.

Sous couvert d'économies, le Gouvernement voulait réduire puis supprimer toute fiscalité incitative au développement des biocarburants.

Ensemble, FNSEA, ORAMA et CGB nous sommes intervenus auprès du Président de la République et du Premier Ministre et nous avons réussi à maintenir, avec le soutien de Michel Barnier, un dispositif adapté et plus pragmatique.

Pour transformer l'essai, nous devons maintenant convaincre qu'il faut trouver une formule pour la fiscalité des biocarburants, formule dont l'application permettra de tenir compte, à tout moment, non seulement des évolutions du prix du baril mais aussi de celui des produits agricoles.

♦ Il y a également eu la suite du feuilleton sur les **OGM**. L'Europe a souligné la vacuité du dossier français sur la clause de sauvegarde.

Cette réaction européenne était prévisible.

Nous l'avions dit.

Mais le Gouvernement ne tire aucune leçon de ces événements et continue de pénaliser ceux qui voudraient se lancer dans ce type de production.

Je sais l'implication de Christophe Terrain dans ce dossier et je le remercie pour sa mobilisation.

Je pourrais aussi parler du **Haut comité aux biotechnologies** dont on n'arrive pas à trouver le Président. Il est vrai qu'après les douches subies par les scientifiques dans le comité de préfiguration, il est difficile d'en trouver un prêt à se mouiller !

Pour ce qui est de la FNSEA, nous ne désignerons pas notre représentant tant que nous n'aurons pas été entendus : la représentativité syndicale doit être respectée.

♦ Dernier point, celui de la **DPI / DPA**. Nous avons obtenu un vrai système de dotation pour aléas, ouvert à tous les agriculteurs et nous avons réussi à faire admettre qu'il ne fallait pas marginaliser les céréaliculteurs ni lier un pseudo avantage fiscal à une sortie du fonds des calamités.

Chaque agriculteur est un chef d'entreprise qui doit disposer, certes sous certaines conditions, d'outils fiscaux aptes à pérenniser son exploitation.

C'est une des composantes du challenge qui nous attend dans le **grand dossier de la gestion des risques**.

Vous êtes en première ligne sur **l'assurance-récolte** et aussi directement concernés par la mise en place du fonds de gestion des crises sanitaires, animales et végétales.

Je vois que certains d'entre vous ont compris que j'entre dans le contenu des articles 68, 69 et 70 du bilan de santé.

Le bilan de santé : voilà un chantier qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive ces derniers mois !

[Le bilan de santé : nos prises de position]

Sans vouloir paraphraser Philippe Pinta, ce qu'Édith Cresson n'a pas réussi à faire, Mme Fischer-Boel aurait pu le réussir. Je veux parler de notre unité syndicale.

Le coup porté par le découplage et le paiement unique à la légitimité des aides a créé des comportements excessifs auxquels des réponses excessives ont été données.

Je comprends les inquiétudes, je comprends les interrogations mais je refuse de cautionner toute attitude remettant en cause notre unité.

Dans cet esprit, j'ai pris l'initiative de tenir un séminaire au début du mois de décembre dernier.

Les membres du bureau, les présidents de régions, d'associations spécialisées et de sections sociales se sont retrouvés à la FNSEA pour travailler sur le contenu de l'accord du 20 novembre et réfléchir ensemble aux orientations à donner à la PAC.

Nous avons renouvelé l'exercice la semaine dernière et je me réjouis du climat constructif dans lequel se déroulent nos réunions. Chacun s'est exprimé en toute liberté et respect mutuel.

Je voudrais rappeler ici quelques points qui me paraissent essentiels dans le cadre du bilan de santé :

♦ Premièrement, c'est le Gouvernement, par la voix du Ministre de l'Agriculture, qui prendra ses responsabilités pour l'application française du nouvel accord.

♦ Ensuite, nos travaux ne peuvent faire abstraction de notre réflexion sur la PAC de **l'après 2013** et doivent rester liés au travail que nous avons engagé, sous la responsabilité de Xavier Beulin, je l'en remercie, à Nantes lors du congrès de la FNSEA, sur **l'organisation économique**.

Ce qui veut dire que tout cela doit former un ensemble cohérent avec comme finalité le **revenu** de nos exploitations.

♦ Grâce à ces rencontres, je suis en mesure de vous affirmer notre volonté commune de **maintenir dans la PAC deux piliers** bien identifiés, ayant chacun leur propre logique. Une logique économique pour le premier ; une logique structurelle et de compensation de handicap pour le deuxième.

♦ Sur ce **deuxième pilier**, l'augmentation de la modulation ne nous satisfait pas. Je sais que la France a défendu notre position et que l'augmentation de 5 points n'est que le résultat d'un compromis.

C'est la raison pour laquelle **nous n'admettrons pas que l'État français se désengage** et nous veillerons à ce que l'apport supplémentaire provenant de la modulation soit réellement cofinancé et utilisé pour de nouvelles actions dont la production agricole a besoin.

♦ Nous partageons également l'idée d'accorder une plus grande reconnaissance à l'herbe dans le premier pilier mais il doit s'agir d'une reconnaissance économique, avec tout ce que cela implique.

♦ Enfin, nous avons entendu ceux qui ont insisté sur l'importance de l'emploi, l'importance des femmes et des hommes qui font l'agriculture. Cela reste une préoccupation forte de la FNSEA. Mais je veux dire aussi qu'il sera difficile de tout régler avec le régime de paiement unique.

♦ Sincèrement, nous avons avancé ensemble vers la détermination d'objectifs communs pour la mise en œuvre du bilan de santé. Toutes nos discussions ont démontré le rôle essentiel d'arbitrage et de synthèse de la « grande maison ».

C'est un rôle qui me tient à cœur.

[Conclusion : Les élections européennes]

Mes amis,

Vous le savez, j'ai décidé de ne pas répondre aux sollicitations qui m'étaient faites pour les élections européennes.

J'ai choisi tout simplement de poursuivre la mission que vous m'avez confiée.

Ceci étant, j'attache une très grande importance à la représentation parlementaire européenne. Pour moi, il est essentiel que l'agriculture soit représentée et bien défendue au sein du Parlement européen.

J'encourage toutes les candidatures agricoles de celles et ceux qui croient en l'avenir d'une agriculture puissante et compétitive.

De plus, je souhaite que nous préparions ces élections européennes. Nous devons nous mobiliser pour faire entendre, au cours de la campagne, la voix des agriculteurs et de l'agriculture.

Mes amis, je crois en nos forces, je compte sur votre détermination.

Soyez assurés de la mienne.

Je vous remercie.